



The Law Society of
Upper Canada

Barreau
du Haut-Canada

Code de déontologie des parajuristes

Adopté par le Conseil le 29 mars 2007, en vigueur le 1^{er} mai 2007

Modifications fondées sur le Code type de déontologie professionnelle de la
Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada
adoptées par le Conseil le 27 février 2014, en vigueur le 1^{er} octobre 2014



Modifications au 1^{er} octobre 2014

Pour faciliter la lecture, le masculin inclut le féminin dans ce texte.

Table des matières

CODE DE DÉONTOLOGIE DES PARAJURISTES	I
POUR FACILITER LA LECTURE, LE MASCULIN INCLUT LE FÉMININ DANS CE TEXTE.....	I
RÈGLE 1 TITRE ET INTERPRÉTATION	1
1.01 TITRE.....	1
1.02 INTERPRÉTATION	2
Définitions.....	2
RÈGLE 2 LE PROFESSIONNALISME.....	4
2.01 L'INTÉGRITÉ ET LA CIVILITÉ	4
Intégrité.....	4
Courtoisie.....	4
Activité étrangère et charge publique	4
Rôle du médiateur.....	4
2.02 LES ENGAGEMENTS ET LES CONDITIONS FIDUCIAIRES.....	5
2.03 LE HARCÈLEMENT ET LA DISCRIMINATION.....	6
Application du <i>Code des droits de la personne</i>	6
Harcèlement.....	6
Discrimination.....	6
Services.....	6
Pratiques en matière d'emploi	6
RÈGLE 3 LES DEVOIRS ENVERS LES CLIENTS	7
3.01 LA COMPÉTENCE	7
Norme obligatoire.....	7
Caractéristiques de la compétence.....	7
3.02 LES CONSEILS DISPENSÉS AUX CLIENTS.....	9
Qualité des services.....	9
Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes.....	9
Menace d'une poursuite criminelle.....	10
Transaction et règlement à l'amiable.....	10
Clients ayant une capacité amoindrie	10
Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée	11
Rapports médico-légaux	11
Erreurs.....	12
Droits linguistiques	12
3.03 LA CONFIDENTIALITÉ	13
Renseignements confidentiels.....	13
Divulgence justifiée ou permise.....	13
3.04 LES CONFLITS D'INTÉRÊTS – GÉNÉRALITÉS.....	15
Obligation d'éviter les conflits d'intérêts.....	15
Agir contre d'anciens clients	15
Mandats communs	16

	Pratiques multidisciplinaires	17
	Affiliations	17
3.05	LES CONFLITS D'INTÉRÊTS – CHANGEMENT DE CABINET	19
	Application de la règle	19
	Inhabilité du cabinet.....	19
	Inhabilité du parajuriste qui change de cabinet.....	20
3.06	LES RAPPORTS COMMERCIAUX AVEC LES CLIENTS	21
	Transaction avec les clients	21
	Emprunts aux clients.....	21
	Cautionnement	22
	Mise en liberté provisoire par voie judiciaire	22
3.07	LES BIENS DES CLIENTS	24
	Conservation des biens des clients.....	24
	Accusé de réception de biens.....	24
	Identification des biens des clients	24
	Reddition des comptes et restitution	24
3.08	LE RETRAIT DU PARAJURISTE	25
	Retrait du parajuriste.....	25
	Retrait facultatif	25
	Retrait obligatoire	25
	Non-paiement d'honoraires	25
	Retrait d'instances criminelles ou quasi criminelles	25
	Devoirs liés au retrait.....	26
	Devoirs du parajuriste qui prend la succession de l'affaire.....	27
	RÈGLE 4 LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE	28
4.01	LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE	28
	Devoirs envers les clients et les tribunaux	28
	Rapports avec le processus des tribunaux.....	28
	Devoir du parajuriste de la poursuite	30
	Divulgaration de documents	30
	Erreurs et omissions.....	30
	Entente sur un plaidoyer de culpabilité.....	30
4.02	LES ENTREVUES AVEC LES TÉMOINS	32
	Entrevue avec les témoins.....	32
4.03	LES COMMUNICATIONS AVEC LES TÉMOINS	33
	Communication avec les témoins	33
4.04	LE TÉMOIGNAGE DU PARAJURISTE.....	34
	Témoignage du parajuriste.....	34
4.05	LES PERSONNES NON REPRÉSENTÉES	35
	RÈGLE 5 LES HONORAIRES ET LES MANDATS	36
5.01	LES HONORAIRES ET LES MANDATS	36
	Honoraires et débours raisonnables	36
	Honoraires conditionnels	37
	Mandats communs	37
	Partage des honoraires permis	37
	Partage des honoraires interdit.....	37

Honoraires de renvoi.....	38
RÈGLE 6 LE PARAJURISTE ET L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	39
6.01 L'OBLIGATION D'INCITER AU RESPECT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.....	39
Obligation générale.....	39
Sécurité des palais de justice.....	39
Apparitions et déclarations publiques.....	39
Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	39
Interdiction aux parajuristes suspendus d'exercer le droit.....	40
Engagements à ne pas fournir de services juridiques	40
Engagements à fournir des services juridiques sous réserve de certaines restrictions	40
RÈGLE 7 LES OBLIGATIONS ENVERS LES TITULAIRES DE PERMIS ET LE PUBLIC	41
7.01 LA COURTOISIE ET LA BONNE FOI.....	41
7.02 COMMUNICATION AVEC UNE PERSONNE, UNE SOCIÉTÉ OU UNE ORGANISATION REPRÉSENTÉE.....	42
RÈGLE 8 LA GESTION DU CABINET	44
8.01 LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	44
Responsabilité professionnelle.....	44
Responsabilité financière.....	44
Responsabilité en matière de surveillance	44
Délégation.....	44
8.02 L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES JURIDIQUES.....	45
Restrictions	45
8.03 MARKETING DES SERVICES JURIDIQUES.....	46
Publicité des honoraires	46
8.04 L'ASSURANCE ERREURS ET OMISSIONS	47
Obligation de souscrire une assurance.....	47
RÈGLE 9 LES OBLIGATIONS ENVERS LE BARREAU	48
9.01 LES OBLIGATIONS ENVERS LE BARREAU.....	48
Communications du Barreau.....	48
Devoir de signaler les manquements	48
Obligation de divulguer certaines infractions	49
Pouvoir disciplinaire	49
Manquement professionnel	49
Conduite indigne d'un parajuriste	49
Définitions.....	49
INDEX	51

Règle 1 Titre et interprétation

1.01 TITRE

1.01 (1) Le titre du présent code est *Code de déontologie des parajuristes*.

1.02 INTERPRÉTATION**Définitions**

1.02 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent code.

« affiliation » Collaboration fréquente entre un ou une parajuriste ou un groupe de parajuristes et une entité affiliée dans la prestation ou la promotion et la prestation des services juridiques des uns et des services non juridiques de l'autre.

[Nouveau – octobre 2008]

« Barreau » Le Barreau du Haut-Canada.

« cabinet » S'entend en outre d'un ou de plusieurs parajuristes qui exercent leur profession à l'intérieur d'un cabinet individuel, d'une société en nom collectif ou d'une société professionnelle.

« client » S'entend d'une personne qui :

- a) consulte un parajuriste et pour le compte de qui le parajuriste rend ou accepte de rendre des services juridiques;
- b) après avoir consulté le parajuriste, conclut raisonnablement que le parajuriste a accepté de rendre des services juridiques en son nom;

et comprend une cliente ou un client du cabinet dont le parajuriste fait partie à titre d'associé ou de professionnel salarié, qu'il soit ou non appelé à travailler à son dossier.

[Modifié – octobre 2014]

« Code » Le *Code de déontologie des parajuristes*.

« conflit d'intérêts » Signifie l'existence d'un risque sérieux que l'intérêt personnel du parajuriste ou ses devoirs envers un autre client, un ancien client ou une tierce personne nuise à la loyauté du parajuriste envers un client ou à la représentation d'un client par le parajuriste. Le risque doit être plus qu'une simple possibilité; le mandat doit poser un risque réel et sérieux à l'obligation de loyauté envers un client ou à la représentation d'un client.

« consentement » Signifie un consentement donné en toute connaissance de cause et de façon volontaire après divulgation :

- a) par écrit, à la condition que, si plus d'une personne donne son consentement, chacune d'elles signe le même document ou un document distinct en faisant foi;
- b) verbalement, à la condition que chacune des personnes qui donne ainsi son consentement reçoive une communication écrite distincte en faisant foi, et ce, dans les plus brefs délais possible.

[Modifié – octobre 2014]

Titre et interprétation

Règle 1 1.02 Interprétation

« entité affiliée » Personne ou groupe de personnes autres qu'une personne ou un groupe autorisé à fournir des services juridiques en Ontario;

[Nouveau – octobre 2008]

« mandat à portée limitée » S'entend de la prestation de services juridiques par un parajuriste pour une partie, et non toute l'affaire d'un client, selon une entente convenue avec celui-ci;

[Modifié – octobre 2014]

« parajuriste » Titulaire d'un permis de prestation de services juridiques octroyé par le Barreau.

« praticien juridique » Personne

- a) qui est titulaire de permis;
- b) qui n'est pas titulaire de permis, mais qui est membre d'un barreau de compétence canadienne, autre que l'Ontario, et qui est autorisée à exercer le droit à titre d'avocat dans cet autre ressort.

[Modifié – octobre 2014]

« professionnel salarié » S'entend notamment des personnes suivantes :

- a) les titulaires de permis qui fournissent des services juridiques dans un cabinet de titulaires de permis à titre d'employé ou en vertu d'une autre relation contractuelle;
- b) les employés d'un cabinet multidisciplinaire qui ne sont pas titulaires de permis, mais qui fournissent des services qui soutiennent ou complètent l'exercice du droit ou la prestation de services juridiques.

[Modifié – octobre 2014]

« titulaire de permis » S'entend :

- a) soit d'une personne pourvue d'un permis l'autorisant à exercer le droit en Ontario en qualité d'avocat;
- b) soit d'une personne pourvue d'un permis l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

«tribunal» S'entend notamment des tribunaux judiciaires, commissions, arbitres, médiateurs, organismes administratifs et autres qui résolvent des différends, quelles que soient leurs fonctions ou la nature plus ou moins formelle de leurs procédures.

Règle 2 Le professionnalisme

2.01 L'INTÉGRITÉ ET LA CIVILITÉ

Intégrité

2.01 (1) Le ou la parajuriste a le devoir de fournir de services juridiques et de s'acquitter de toutes ses responsabilités envers ses clients, les tribunaux, le public et les autres membres des professions juridiques avec honneur et intégrité.

(2) Le parajuriste a le devoir de respecter les normes et la réputation de la profession parajuridique, et de favoriser la promotion de ses buts, organismes et institutions.

Courtoisie

(3) Le parajuriste fait preuve de courtoisie, de civilité et de bonne foi dans tous ses rapports avec les personnes avec lesquelles il entre en contact dans le cadre de l'exercice de ses activités.

Activité étrangère et charge publique

(4) Le parajuriste qui participe à une activité étrangère, notamment une autre profession, des affaires ou un emploi, ou qui occupe une charge publique parallèlement à la prestation de services juridiques ne doit jamais laisser cette activité ou cette charge compromettre son intégrité, son indépendance et sa compétence.

(5) Le parajuriste ne doit pas permettre que sa participation à une activité étrangère compromette l'indépendance de son jugement professionnel pour le compte de ses clients.

Rôle du médiateur

(6) Le parajuriste qui joue le rôle de médiateur s'assure, dès le début du processus de médiation, que les parties comprennent parfaitement qu'il ne représente aucune des parties, mais que, en sa qualité de médiateur, il aide les parties à résoudre les points litigieux.

[Modifié – octobre 2014]

2.02 LES ENGAGEMENTS ET LES CONDITIONS FIDUCIAIRES

2.02 (1) Le parajuriste tient tous les engagements qu'il a pris et ne doit pas en prendre qu'il ne peut tenir.

(2) Sauf dans des cas exceptionnels, le parajuriste prend des engagements par écrit ou il les confirme par écrit dès que possible après les avoir pris.

(3) Sauf mention expresse dans l'engagement même, l'engagement pris par le parajuriste est une promesse personnelle et il en assume personnellement la responsabilité.

(4) Le parajuriste respecte toutes les conditions fiduciaires qui ont été acceptées.

[Modifié – octobre 2014]

2.03 LE HARCÈLEMENT ET LA DISCRIMINATION**Application du *Code des droits de la personne***

2.03 (1) La présente règle s'interprète selon les principes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario et la jurisprudence connexe.

(2) Les termes de la présente règle qui sont définis dans le *Code des droits de la personne* s'entendent au sens de ce dernier.

Harcèlement

(3) Le parajuriste ne doit pas faire subir de harcèlement sexuel ou autre à un ou une collègue, à un membre de son personnel, à un client ou à une cliente ni à qui que ce soit en raison de sa race, de son ascendance, de son lieu d'origine, de sa couleur, de son origine ethnique, de sa citoyenneté, de sa croyance, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son identité sexuelle, de l'expression de son identité sexuelle, de son âge, de l'existence d'un casier judiciaire, de son état matrimonial, de son état familial ou d'un handicap.

Discrimination

(4) Le parajuriste respecte les lois portant sur les droits de la personne en vigueur en Ontario et, plus précisément, évite toute discrimination fondée sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression de l'identité sexuelle, l'âge, l'existence d'un casier judiciaire, l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap, dans le contexte de l'emploi de tiers et dans ses relations avec les autres titulaires de permis ou toute autre personne.

(5) Le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le sexe inclut le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le fait qu'une femme est enceinte ou peut le devenir.

Services

(6) Le parajuriste veille à ce que personne ne se voit refuser des services ni offrir des services de qualité inférieure pour des motifs visés par la présente règle.

Pratiques en matière d'emploi

(7) Le parajuriste fait en sorte que ses pratiques en matière d'emploi ne contreviennent pas à la présente règle.

[Modifié – octobre 2014]

Règle 3 Les devoirs envers les clients

3.01 LA COMPÉTENCE

Norme obligatoire

3.01 (1) Le ou la parajuriste dispense les services juridiques qu'il s'engage à rendre à un client ou à une cliente en respectant les normes qui découlent de ce qui définit un parajuriste compétent.

(2) Le parajuriste est tenu de reconnaître son manque de compétence pour une affaire et à reconnaître qu'en s'en chargeant, il desservirait les intérêts de son client; il ne doit donc pas accepter une affaire s'il ne possède pas la compétence nécessaire pour la traiter ou ne peut pas acquérir cette compétence sans délai, frais ni risques excessifs pour son client.

(3) Le parajuriste qui se rend compte qu'il n'est pas compétent pour s'occuper de l'affaire pour laquelle il est consulté doit

a) refuser le mandat;

b) obtenir la permission de son client d'avoir recours aux services de titulaires de permis compétents en la matière et pourvus d'un permis leur permettant de remplir ce mandat, de les consulter ou de collaborer avec eux;

c) obtenir la permission de son client pour obtenir les compétences sans imposer de retard, de risque ou de dépenses indues pour le client.

Caractéristiques de la compétence

(4) Pour l'application de la présente règle, est compétent le parajuriste qui possède et met les connaissances, habiletés et qualités nécessaires au service de chaque affaire acceptée pour un client. Cela suppose, entre autres, ce qui suit :

- a) connaître les grands principes de droit et procédures juridiques, ainsi que les règles de fond et procédures correspondant aux services juridiques qu'il fournit;
- b) examiner les faits, définir les questions à régler, déterminer les objectifs du client, étudier les options possibles, formuler les plans d'action pertinents et en aviser le client;
- c) exécuter le plan d'action retenu en mobilisant les habiletés nécessaires à la conduite de l'affaire, notamment :
 - (i) la recherche juridique,
 - (ii) l'analyse,
 - (iii) l'application du droit aux faits pertinents,

- (iv) la rédaction,
- (v) la négociation,
- (vi) les techniques de règlement extrajudiciaire des règlements,
- (vii) la représentation en justice,
- (viii) la recherche de solutions;
- d) représenter le client de façon consciencieuse, prompte et rentable;
- e) communiquer l'information à chaque étape pertinente de l'affaire rapidement, efficacement;
- f) répondre aux demandes raisonnables des clients en temps utile et efficacement;
- g) faire en sorte de respecter toutes les échéances nécessaires;
- h) bien gérer son cabinet;
- i) utiliser ses capacités intellectuelles, faire preuve de jugement et de réflexion dans l'exercice de ses fonctions;
- j) assurer sa formation permanente afin d'actualiser et de rehausser ses connaissances et habiletés;
- k) s'adapter aux nouvelles conditions, normes, techniques et pratiques de la profession;
- l) respecter tant l'esprit que la lettre de toutes les exigences prescrites dans la *Loi sur le Barreau*.

[Modifié – octobre 2014]

3.02 LES CONSEILS DISPENSÉS AUX CLIENTS

Qualité des services

3.02 (1) Le parajuriste doit fournir un service courtois, complet et ponctuel aux clients. La qualité du service attendue d'un parajuriste est un service satisfaisant, fait en temps opportun, consciencieux, appliqué, efficace et respectueux.

[Modifié – octobre 2014]

(2) Le parajuriste conseille ses clients avec franchise et honnêteté.

(3) Le parajuriste ne prend pas d'engagements ni ne donne de conseils à l'égard d'une affaire qui n'entre pas dans le champ des activités qui lui sont permises.

Malhonnêteté ou fraude du client ou d'autres personnes

(4) Un parajuriste ne doit pas favoriser ni faciliter sciemment la fraude, la malhonnêteté, le crime ou l'illégalité ou conseiller ses clients ou toute autre personne sur les moyens de violer la loi et d'en éluder les sanctions.

(5) Lorsque ses services sont retenus par un client, un parajuriste fait tous les efforts raisonnables pour vérifier le but et les objectifs du mandat et pour obtenir les renseignements nécessaires sur le client pour remplir cette obligation.

(6) Un parajuriste n'utilise pas son compte en fiducie à des fins qui ne sont pas liées à la prestation de services juridiques.

[Modifié – octobre 2014]

(7) Un parajuriste refuse d'agir ou d'accomplir ou d'omettre d'accomplir quelque chose lorsqu'il devrait savoir qu'en agissant, en accomplissant ou en omettant d'accomplir cette chose, il est manipulé par un client, par une personne associée à un client ou par une autre personne afin de faciliter la malhonnêteté, la fraude, le crime ou l'illégalité.

[Nouveau – mai 2012]

(8) Le parajuriste qu'un organisme emploie ou dont un organisme engage les services dans une affaire et qui sait que l'organisme a agi, agit ou entend agir d'une manière malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale doit faire ce qui suit, en plus de ses obligations en vertu du paragraphe (4) :

- a) il informe la personne qui lui donne les instructions et le chef du contentieux de l'organisme, ou son chef du contentieux et son chef de la direction, du fait que la conduite est, était ou serait malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale et doit cesser;

- b) s'il le faut, parce que la personne qui lui donne les instructions, le chef du contentieux ou le chef de la direction refuse de faire cesser la conduite, il informe la personne ou le groupe qui occupe le niveau hiérarchique supérieur, en se rendant, au besoin, jusqu'au conseil d'administration ou au comité concerné de celui-ci, du fait que la conduite est, était ou serait malhonnête, frauduleuse, criminelle ou illégale et doit cesser;
- c) si, malgré ses conseils, l'organisme poursuit ou entend poursuivre la conduite illicite, il se retire de l'affaire conformément à la règle 3.08.

[Modifié – octobre 2014]

Menace d'une poursuite criminelle

(9) Un parajuriste ne doit pas, dans le but d'obtenir un avantage pour un client, menacer ou conseiller à son client de menace :

- a) d'intenter une poursuite criminelle ou quasi criminelle, ou d'aller de l'avant avec une telle procédure;
- b) de déposer une plainte à un organisme de réglementation.

(10) Le paragraphe (9) b) ne s'applique pas à une demande présentée de bonne foi à une autorité réglementaire pour un client qui y a légitimement droit.

Transaction et règlement à l'amiable

(11) Le parajuriste encourage ses clients à accepter un compromis ou à régler un conflit à l'amiable s'il est raisonnablement possible de le faire, et doit dissuader le client d'entamer ou de poursuivre des procédures judiciaires inutiles.

(12) Le parajuriste prend en considération le règlement extrajudiciaire d'un différend (RED) le cas échéant, informe le client de la possibilité d'un tel règlement extrajudiciaire et, si on lui demande de le faire, prend les mesures nécessaires pour exercer cette option.

Clients ayant une capacité amoindrie

(13) Le parajuriste maintient, autant que faire se peut, un rapport professionnel normal lorsque son client présente une capacité amoindrie de prendre des décisions, notamment parce qu'il n'a pas l'âge de la majorité ou est atteint d'un handicap mental.

(14) Si le handicap du client est tel qu'il n'a plus la capacité légale de gérer ses affaires juridiques, le parajuriste peut être tenu de prendre des mesures pour faire nommer un représentant légitimement autorisé.

Services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée

(15) Avant de fournir des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée, le parajuriste informe le client avec honnêteté et franchise de la nature, de l'étendue et de la portée des services qu'il peut rendre, et, lorsqu'approprié, si ces services peuvent être fournis selon les moyens financiers du client.

[Modifié – octobre 2014]

(16) Lorsqu'il fournit des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée, le parajuriste confirme les services par écrit et donne au client une copie du document écrit, lorsque possible.

[Nouveau – septembre 2011]

(17) Le paragraphe (16) ne s'applique pas à un parajuriste si les services juridiques sont

- a) des services juridiques fournis par un parajuriste titulaire de permis dans le cours de son emploi à Aide juridique Ontario;
- b) des conseils sommaires fournis dans des cliniques juridiques communautaires, des cliniques étudiantes ou en vertu de la *Loi de 1998 sur les Services d'aide juridique*;
- c) des conseils sommaires fournis par l'entremise d'un service téléphonique ou par un centre d'appel géré par un programme communautaire ou gouvernemental;
- d) des conseils sommaires fournis par le parajuriste à un client dans le cadre d'une consultation initiale où il est entendu que la consultation, si le client décide de retenir les services du parajuriste, entraînerait un mandat général;
- e) des services juridiques sommaires *pro bono* fournis dans le cadre d'un programme sans but lucratif ou rattaché au tribunal.

[Nouveau – septembre 2011]

Rapports médico-légaux

(18) Le parajuriste qui reçoit d'un médecin ou d'un membre d'une profession de la santé un rapport médico-légal assorti d'une réserve portant que le rapport ne doit pas être montré au client le lui renvoie sur-le-champ, sans en tirer de copie, à moins d'avoir reçu l'instruction précise d'accepter un rapport assorti d'une telle réserve.

(19) Le parajuriste qui reçoit d'un médecin ou d'un membre d'une profession de la santé un rapport médico-légal énonçant des opinions et conclusions qui sont susceptibles de nuire au client si elles lui sont divulguées essaie de dissuader le client de consulter le rapport; toutefois, si le client insiste pour le voir, le parajuriste est tenu d'accéder à sa demande.

(20) Dans l'éventualité où le client insisterait pour voir le rapport médico-légal à propos duquel il a des réserves pour les raisons énoncées au paragraphe (11), le parajuriste lui propose de se rendre chez le médecin ou le membre d'une profession de la santé afin de mieux comprendre, grâce aux connaissances de ce dernier, la portée des conclusions du rapport.

Erreurs

(21) Le parajuriste fait ce qui suit si, dans le cadre d'une affaire dont il est responsable, il découvre une erreur ou une omission qui est de nature à nuire aux intérêts de son client et qui ne peut être corrigée facilement :

- a) il informe rapidement le client de l'erreur ou de l'omission en veillant à ne pas compromettre leurs droits respectifs, notamment en vertu d'un régime d'assurance, d'indemnisation ou de protection du client;
- b) il conseille à son client d'obtenir des conseils juridiques d'un tiers afin de connaître les recours que lui aurait ouverts l'erreur ou l'omission en cause;
- c) il informe le client que, dans les circonstances, il ne lui sera peut-être plus possible de le représenter.

[Modifié - février 2010]

Droits linguistiques

(22) Le parajuriste doit, s'il y a lieu, informer son client qui parle français de ses droits linguistiques, notamment celui de se faire servir par un parajuriste qui a les compétences nécessaires pour fournir des services juridiques en français.

[Modifié – octobre 2014]

3.03 LA CONFIDENTIALITÉ

Renseignements confidentiels

3.03 (1) Le parajuriste est tenu de garder le plus grand secret sur ce qu'il apprend des affaires et des activités de son client au cours de leurs rapports professionnels et ne doit divulguer aucun de ces renseignements à moins que :

- a) le client l'ait expressément ou implicitement autorisé;
- b) la loi ou un tribunal compétent l'exige;
- c) le parajuriste l'avocat soit tenu de donner les renseignements au Barreau;
- d) le présent code l'y autorise.

(2) L'obligation prévue au paragraphe (1) ne prend pas fin avec le rapport professionnel dont elle est née; elle subsiste indéfiniment, même s'il s'est élevé des différends entre le parajuriste et son client.

(3) Le parajuriste conserve les documents et les autres biens de ses clients à l'abri des regards et hors de la portée des personnes qui ne doivent pas y avoir accès.

Divulgence justifiée ou permise

(4) Le parajuriste divulgue des renseignements confidentiels lorsque l'exige la loi ou l'ordonnance d'un tribunal compétent.

(5) Le parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels lorsqu'il a des motifs raisonnables de penser qu'il existe un risque imminent de mort ou de blessures graves et que la divulgation est nécessaire pour prévenir cette mort ou ces blessures graves.

(6) Le parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels pour se défendre ou défendre ses employés de l'accusation qu'ils :

- a) ont commis une infraction criminelle relativement aux affaires d'un client;
- b) sont responsables civilement à l'égard d'une question concernant les affaires d'un client;
- c) ont commis des actes de négligence professionnelle;
- d) sont impliqués dans des actes de manquement professionnel ou de conduite indigne d'un parajuriste.

(7) Le parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels pour établir ou recouvrer ses honoraires.

- (8) Le parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels à un autre avocat ou un autre parajuriste pour obtenir un avis juridique à propos de la conduite qu'il envisage d'adopter.
- (9) Le parajuriste ne révèle pas plus que ce qui est nécessaire lorsqu'il divulgue des renseignements confidentiels comme l'exigent ou le permettent les paragraphes (4), (5), (6) et (7).

[Modifié – octobre 2014]

3.04 LES CONFLITS D'INTÉRÊTS – GÉNÉRALITÉS

Obligation d'éviter les conflits d'intérêts

- (1) Le parajuriste ne doit pas agir ou continuer d'agir pour un client lorsqu'il y a un conflit d'intérêts, sauf dans les circonstances permises en vertu des présentes règles.
- (2) Le parajuriste ne doit pas conseiller ni représenter deux parties adverses dans un différend.
- (3) Un parajuriste ne doit pas représenter un client dans une affaire lorsqu'il y a un conflit d'intérêts à moins :
 - a) d'avoir le consentement exprès ou implicite de tous les clients
 - b) que le parajuriste puisse raisonnablement croire qu'il est en mesure de représenter chaque client sans qu'il y ait d'incidence négative substantielle sur la représentation de l'autre client ou la loyauté envers l'autre client;
- (4) Aux fins de la présente règle :
 - a) Le consentement exprès doit être donné en toute connaissance de cause et de façon volontaire
 - b) Le consentement peut être implicite et n'a pas à être donné par écrit si toutes les situations suivantes s'appliquent :
 - (i) le client est un gouvernement, une institution financière, une société ouverte ou une entité d'envergure similaire, ou une entité employant un avocat;
 - (ii) les dossiers ne sont pas liés;
 - (iii) le parajuriste n'a aucun renseignement confidentiel d'un client pouvant raisonnablement avoir une incidence sur l'autre;
 - (iv) le client a accepté d'un commun accord que les parajuristes agissent pour et contre lui dans des dossiers non liés.

Agir contre d'anciens clients

- (5) À moins que l'ancien client donne son consentement, un parajuriste ne doit pas agir contre son ancien client :
 - a) dans la même affaire;
 - b) dans une affaire connexe;

- c) sous réserve des dispositions du paragraphe (6), dans toute nouvelle affaire, s'il a obtenu, en représentant l'ancien client, des renseignements confidentiels qui pourraient porter préjudice à ce client.

(6) Si le parajuriste a déjà représenté un client et a alors obtenu des renseignements confidentiels pertinents dans une affaire, son associé ou son employé peut agir dans une affaire ultérieure contre l'ancien client si, selon le cas :

- a) l'ancien client consent à ce que l'associé ou l'employé agisse ainsi;
- b) le cabinet du parajuriste démontre qu'il a pris des mesures adéquates en temps opportun pour s'assurer qu'il n'y aura aucun risque de divulgation des renseignements confidentiels de l'ancien client à l'autre titulaire de permis qui s'occupe de la nouvelle affaire.

Mandats communs

(7) Le parajuriste ne consent à représenter plusieurs parties, dans une affaire ou une opération quelconque, qu'après les avoir prévenues de ce qui suit :

- a) il a reçu la demande d'agir pour les deux parties ou pour toutes les parties;
- b) aucun des renseignements qui lui seront communiqués ne saurait être tenu pour confidentiel à l'égard des autres parties qu'il représente;
- c) dans le cas où surgirait un conflit insoluble, il ne pourra continuer à représenter toutes les parties et devra peut-être même se dessaisir complètement de l'affaire.

(8) Si l'une des parties est un client avec lequel le parajuriste a des rapports stables et pour lequel il agit fréquemment, il révèle ce fait aux autres parties avant de consentir à représenter plusieurs parties dans une affaire ou une opération quelconque et leur recommande d'obtenir des conseils juridiques indépendants à propos du mandat commun.

(9) Si le parajuriste a conseillé les clients en application des paragraphes (8) et (9) et que, malgré tout, les parties acceptent qu'il les représente, il obtient leur consentement.

(10) Le consentement à un mandat commun doit être obtenu de chaque client par écrit, ou consigné dans une communication écrite distincte à chaque client.

(11) Malgré leur consentement, le parajuriste se garde d'agir pour plusieurs clients s'il est assez manifeste qu'un différend risque de surgir entre eux ou, à mesure que l'affaire avancera, que leurs droits ou leurs obligations divergeront.

(12) Sous réserve du paragraphe (13), si un différend surgit entre deux clients qui ont consenti à un mandat commun, le parajuriste ne doit conseiller ni l'un ni l'autre sur le différend et les règles suivantes s'appliquent :

- a) le parajuriste fait ce qui suit :

- (i) il renvoie les clients à d'autres titulaires sur cette matière;
- (ii) si aucun avis juridique n'est sollicité et que les clients sont bien informés, il les conseille sur les recours possibles pour régler le différend par des négociations entre eux, auxquelles le parajuriste ne participe pas.
- b) Si le différend n'est pas résolu, le parajuriste se retire de la représentation commune.

(13) Si un différend surgit entre les parties après qu'elles ont consenti au mandat commun et convenu que le parajuriste peut continuer à représenter l'une d'elles dans cette éventualité, ce dernier peut agir pour cette partie dans le différend et doit renvoyer l'autre ou les autres parties à un autre titulaire de permis sur cette matière.

Pratiques multidisciplinaires

(14) Le parajuriste qui exerce dans un cabinet multidisciplinaire fait en sorte que les associés et les professionnels salariés non-juristes du cabinet observent la présente règle dans le cadre des affaires juridiques du cabinet et dans toute autre entreprise commerciale ou professionnelle qu'ils mènent en dehors de ces affaires juridiques.

Affiliations

(15) Le parajuriste qui exerce dans le cadre d'une affiliation informe le client de ce qui suit avant d'accepter tout mandat de lui offrir des services juridiques en même temps que les services non juridiques d'une entité affiliée :

- a) toute atteinte possible au secret professionnel découlant de la participation de l'entité affiliée, notamment les situations où un employé de celle-ci qui n'est pas titulaire de permis fournit des services, y compris des services de soutien, dans les bureaux du parajuriste;
- b) son rôle dans la prestation de services juridiques, de services non juridiques ou d'une combinaison de services juridiques et non juridiques, selon le cas;
- c) tout arrangement financier, économique ou autre conclu avec l'entité affiliée qui risque d'avoir une incidence sur l'indépendance avec laquelle le parajuriste représente le client, y compris la part éventuelle du chiffre d'affaires, des bénéfices ou des rentrées de fonds de l'entité affiliée qui lui revient;
- d) les ententes conclues avec l'entité affiliée, telles que celles concernant le renvoi réciproque de clients, qui risquent d'avoir une incidence sur l'indépendance avec laquelle le parajuriste représente le client.

(16) Après avoir donné les renseignements qu'exige le paragraphe (15), le parajuriste qui exerce dans le cadre d'une affiliation obtient le consentement du client avant d'accepter un mandat visé au même paragraphe.

(17) Le parajuriste qui exerce dans le cadre d'une affiliation met sur pied un système de recherche des conflits d'intérêts découlant de l'affiliation

[Modifié – octobre 2014]

3.05 LES CONFLITS D'INTÉRÊTS – CHANGEMENT DE CABINET

Application de la règle

3.05 (1) La présente règle s'applique lorsqu'un parajuriste passe d'un cabinet (« ancien cabinet ») à un autre (« nouveau cabinet »), et que la personne qui change de cabinet ou le nouveau cabinet a connaissance des faits suivants au moment du changement, ou en prend connaissance par la suite :

- a) le nouveau cabinet représente un client et l'ancien cabinet représente son client (« ancien client ») dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- b) ces clients ont des intérêts opposés dans l'affaire;
- c) le parajuriste qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents concernant l'affaire.

Inhabilité du cabinet

(2) Lorsque le parajuriste qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client des renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client, le nouveau cabinet cesse de représenter son client dans cette affaire, sauf si l'ancien client consent à ce que le nouveau cabinet continue de représenter son client ou que le nouveau cabinet décide que le fait qu'il continue de le représenter sert l'intérêt de la justice.

(3) Lorsqu'il décide s'il convient de continuer de représenter le client, le nouveau cabinet tient compte de tous les faits, notamment de ce qui suit :

- a) la suffisance et l'opportunité des mesures prises pour faire en sorte que les renseignements confidentiels concernant l'ancien client ne soient divulgués à aucun de ses parajuristes;
- b) la disponibilité d'une autre modalité convenable de représentation;
- c) les mesures prises pour faire en sorte que les renseignements confidentiels concernant l'ancien client ne soient divulgués à aucun de ses parajuristes;
- d) l'étendue du préjudice causé à n'importe quelle partie;
- e) la bonne foi des parties;
- f) l'intérêt public.

(4) Lorsque le membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client des renseignements pertinents, mais qui ne sont pas des renseignements confidentiels visés au paragraphe (2), le parajuriste atteste ce fait dans un affidavit ou une déclaration solennelle et le nouveau cabinet fait ce qui suit :

Règle 3

3.05 Les conflits d'intérêts – changement de cabinet

- a) il avise son client et l'ancien client, ou encore le titulaire de permis qui représente ce dernier, des circonstances pertinentes et de la ligne de conduite qu'il entend suivre en vertu de la présente règle;
- b) il remet aux personnes énumérées au sous-alinéa (i) une copie de chaque déclaration solennelle ou affidavit signé en application du présent paragraphe.

Inhabilité du parajuriste qui change de cabinet

(5) Le parajuriste qui change de cabinet et qui est visé au paragraphe (2) ou (4) ne doit, sans le consentement de l'ancien client :

- a) ni participer de quelque façon que ce soit à la représentation de son client par le nouveau cabinet dans l'affaire;
- b) ni divulguer un renseignement confidentiel concernant l'ancien client.

(6) À moins que l'ancien client n'y consente, les parajuristes du nouveau cabinet ne doivent pas discuter avec le parajuriste qui change de cabinet et qui est visé au paragraphe (2) ou (4) de la représentation de son client par le nouveau cabinet, ni de celle de l'ancien client par l'ancien cabinet, dans l'affaire.

(7) Quiconque a un intérêt ou représente une partie dans une affaire visée par la présente règle peut demander à un tribunal compétent de trancher toute question relative à cette règle.

3.06 LES RAPPORTS COMMERCIAUX AVEC LES CLIENTS

3.06 (1) Un parajuriste ne doit pas conclure une transaction avec un client à moins que la transaction soit juste et raisonnable pour le client, que le client y consente et que le client ait une représentation juridique indépendante en ce qui a trait à la transaction.

[Nouveau – octobre 2014]

Transaction avec les clients

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si le client a l'intention de mener une opération avec le parajuriste qui le représente, ou avec une personne morale ou autre entité dans laquelle ce dernier a des intérêts financiers et qui n'est pas une société ou autre entité dont les valeurs sont cotées en bourse, le parajuriste fait ce qui suit avant d'accepter le mandat :

- a) il lui révèle et lui explique la nature du conflit ou, s'il s'agit seulement d'un conflit éventuel, les circonstances dans lesquelles il risquerait d'apparaître;
- b) il lui recommande d'obtenir une représentation juridique indépendante et exige qu'il obtienne des conseils juridiques indépendants;
- c) il obtient le consentement écrit du client si celui-ci lui demande quand même de le représenter.

(3) Si la rémunération des services juridiques fournis se fait par le transfert d'actions, d'une participation ou de tout autre intérêt dans un bien ou une entreprise, le parajuriste doit recommander, mais n'est pas tenu d'exiger que le client obtienne des conseils juridiques indépendants avant d'accepter le mandat.

(4) La présente règle ne s'applique pas au transfert d'un intérêt non important dans une entreprise cotée en bourse.

(5) Le parajuriste qui ne veut pas communiquer ces renseignements ou ne peut le faire sans trahir le secret professionnel refuse ses services.

Emprunts aux clients

(6) Le parajuriste ne doit pas emprunter d'argent à ses clients, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le client est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public;

- b) dans le cas d'un emprunt à une personne liée au sens de l'article 251 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), le parajuriste peut prouver que les intérêts du client ont été parfaitement protégés en raison de la nature même de l'affaire et des conseils juridiques indépendants ou de la représentation juridique indépendante qu'il a obtenus.

Cautionnement

(7) Sous réserve du paragraphe (8), le parajuriste ne doit pas se porter caution, notamment en la garantissant personnellement, d'une dette à laquelle son client est partie soit comme emprunteur, soit comme prêteur.

(8) Le parajuriste peut se porter garant personnellement dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) le prêteur est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public et fournit, directement ou indirectement, des fonds au parajuriste, à son conjoint, à son père, à sa mère ou à son enfant;
- b) l'opération se fait au profit d'un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dont il est membre ou qu'il appuie, lorsque cet organisme l'invite à se porter caution, seul ou avec d'autres;
- c) le parajuriste s'est engagé dans une entreprise commerciale avec un client et le prêteur exige une garantie personnelle de tous les participants à l'entreprise selon un usage couramment pratiqué, et :
 - (i) d'une part, le parajuriste a respecté les exigences du présent code concernant les conflits d'intérêts,
 - (ii) d'autre part, le prêteur et les participants à l'entreprise qui sont ou qui étaient des clients du parajuriste ont obtenu une représentation juridique indépendante.

Mise en liberté provisoire par voie judiciaire

(9) Sous réserve du paragraphe (10), un parajuriste ne doit pas, en ce qui concerne une personne accusée qu'il représente :

- a) se porter garant de la personne accusée;
- b) déposer des fonds lui appartenant ou appartenant à tout cabinet auquel le parajuriste est associé auprès d'un tribunal afin d'obtenir la mise en liberté provisoire de la personne accusée;
- c) déposer toute autre garantie de valeur auprès de tout tribunal afin d'obtenir la mise en liberté provisoire de la personne accusée;
- d) agir en qualité de surveillant de la personne accusée.

(10) Un parajuriste peut poser les actions décrites au paragraphe (9) si la personne accusée a un lien de parenté avec le parajuriste et qu'elle est représentée par l'un des associés ou des professionnels salariés du parajuriste.

[Modifié – octobre 2014]

3.07 LES BIENS DES CLIENTS

Conservation des biens des clients

3.07 (1) Le parajuriste apporte aux biens de ses clients le soin qu'un propriétaire avisé et prudent prendrait de biens semblables et observe les lois et règlements pertinents concernant la conservation des biens confiés à un fiduciaire.

Accusé de réception de biens

(2) Le parajuriste qui reçoit des fonds ou d'autres biens d'un client l'en avise aussitôt, à moins d'avoir l'assurance que cette personne est déjà au courant.

Identification des biens des clients

(3) Le parajuriste étiquette et identifie clairement les biens de ses clients et les conserve soigneusement à l'écart des siens.

(4) Le parajuriste tient les registres nécessaires pour pouvoir identifier les biens qui lui sont confiés par ses clients.

Reddition des comptes et restitution

(5) Le parajuriste rend compte sans retard des biens qui lui sont confiés par ses clients et les leur restitue lorsqu'ils lui en font la demande ou, si approprié, à la fin du mandat.

(6) Le parajuriste qui n'est pas sûr de la personne à qui les biens doivent être rendus s'adresse au tribunal compétent et suit ses directives.

[Modifié – octobre 2014]

3.08 LE RETRAIT DU PARAJURISTE

Retrait du parajuriste

3.08 (1) Le parajuriste ne peut se retirer d'une affaire que pour des motifs valables et après en avoir convenablement avisé son client.

Retrait facultatif

(2) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, le parajuriste peut se retirer d'une affaire lorsque lui et le client perdent fondamentalement confiance l'un dans l'autre.

(3) Sans préjudice de la portée du paragraphe (2), le parajuriste peut se retirer d'une affaire lorsque le client le trompe ou n'accepte ni ne suit ses conseils sur un point important.

(4) Le parajuriste ne doit pas menacer de se retirer de l'affaire pour forcer son client à se prononcer à la hâte sur une question difficile.

Retrait obligatoire

(5) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, le parajuriste se retire d'une affaire si, selon le cas :

- a) le client met fin à son mandat;
- b) les instructions du client exigent que le parajuriste agisse en contravention du Code ou des règlements administratifs;
- c) le parajuriste n'a pas la compétence voulue pour continuer de s'occuper de l'affaire.

Non-paiement d'honoraires

(6) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, si, à la suite d'un préavis raisonnable, le client refuse de lui verser une provision pour débours ou honoraires, le parajuriste peut se retirer, à condition toutefois que le client ne subisse pas de ce fait un préjudice grave.

Retrait d'instances criminelles ou quasi criminelles

(7) Le parajuriste qui a consenti à représenter un client peut se retirer d'une affaire criminelle ou quasi criminelle parce que le client n'a pas payé les honoraires convenus ou pour une autre cause adéquate, si l'intervalle entre son retrait et la date fixée pour l'instruction de l'affaire est suffisant pour permettre au client de se faire représenter par un autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès, pourvu qu'il fasse ce qui suit :

Règle 3

- a) il avise le client, de préférence par écrit, qu'il se retire de l'affaire en donnant les motifs de sa décision;
- b) il lui rend compte de toute provision versée pour ses honoraires et débours;
- c) il avise par écrit la poursuite qu'il n'agit plus pour le client;
- d) il avise par écrit le greffe du tribunal compétent qu'il n'agit plus dans l'affaire, si son nom figure aux dossiers du tribunal comme représentant de la défense;
- e) il respecte les règlements applicables du tribunal.

(8) Le parajuriste qui a consenti à représenter un client ne peut se retirer d'une affaire criminelle ou quasi criminelle en raison du non-paiement d'honoraires lorsque la date fixée pour l'instruction du procès n'est pas assez éloignée pour permettre à son client d'obtenir les services de l'autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès et que le report de la date du procès nuirait aux intérêts du client.

(9) Le parajuriste doit, à moins d'instructions contraires de la part du client, tenter de faire reporter la date du procès et ne peut se retirer de l'affaire qu'avec la permission du tribunal qui instruira celle-ci si :

- a) d'une part, son retrait d'une affaire criminelle ou quasi criminelle est justifié pour des raisons autres que le non-paiement des honoraires;
- b) d'autre part, l'intervalle entre l'avis donné au client de son intention de se retirer et la date d'instruction de l'affaire soit insuffisant pour permettre au client d'obtenir les services d'un autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès.

Devoirs liés au retrait

(10) Le parajuriste qui se retire d'une affaire tente de réduire au minimum les frais encourus par le client et évite de lui nuire; il fait tout ce qu'il est raisonnable de faire pour faciliter le transfert ordonné de l'affaire au titulaire de permis qui lui succède.

(11) Le parajuriste qui est dessaisi de l'affaire par le client, ou qui s'en retire fait ce qui suit :

- a) il remet au client tous les documents et biens auxquels ce dernier peut prétendre, ou en dispose selon ce qu'il lui ordonne (sous réserve du privilège du parajuriste);
- b) il donne au client tous les renseignements nécessaires sur l'affaire, sous réserve de toute condition fiduciaire applicable;
- c) il rend compte de tous les fonds du client qu'il détient ou qu'il a administrés, et il rembourse notamment toute rémunération à laquelle il n'a pas droit pour ses services;
- d) il produit sans délai le compte de ses honoraires et débours impayés;

Règle 3 3.08 Le retrait du parajuriste

- e) il collabore avec le titulaire de permis qui lui succède de façon à réduire au minimum les frais encourus par le client et à éviter de lui nuire;
- f) il respecte les règlements applicables du tribunal.

(12) Outre les obligations énoncées au paragraphe (11), le parajuriste qui se retire avise le client par écrit :

- a) qu'il se retire de l'affaire;
- b) des raisons, s'il y a lieu, de son retrait;
- c) dans le cas d'un litige, que le client devrait s'attendre à ce que l'audience ou le procès commence à la date prévue et que celui-ci devrait trouver un autre praticien juridique sans tarder.

(13) Si le parajuriste qui est dessaisi d'une affaire ou qui se retire d'une affaire fait partie d'un cabinet, le client doit être avisé que le parajuriste et le cabinet n'agissent plus pour lui.

Devoirs du parajuriste qui prend la succession de l'affaire

(14) Le parajuriste qui prend la succession d'une affaire s'assure, avant d'accepter le mandat, que le parajuriste initial s'est bien retiré de l'affaire ou en a été dessaisi par le client.

[Modifié – octobre 2014]

Règle 4 La représentation en justice

4.01 LA REPRÉSENTATION EN JUSTICE

Devoirs envers les clients et les tribunaux

4.01 (1) Le ou la parajuriste représente son client ou sa cliente avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur, tout en maintenant à l'égard du tribunal et des autres titulaires de permis une attitude franche, droite, courtoise et respectueuse.

(2) La présente règle vaut pour toutes les juridictions devant lesquelles le parajuriste se présente.

(3) La présente règle n'oblige pas, sauf disposition contraire du présent code, le parajuriste à aider son adversaire ni à faire valoir des points défavorables à son client.

(4) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le parajuriste fait ce qui suit :

- a) il soulève résolument tous les points, fait valoir tous les arguments et pose toutes les questions, si déplaisantes soient-elles, qu'il estime favorables à la cause de son client;
- b) il cherche à utiliser tous les recours et moyens de défense autorisés par la loi qui sont à l'avantage de son client;
- c) il ne renonce jamais aux droits de son client, par exemple, à son droit d'invoquer la prescription, à moins que le client n'y ait consenti en connaissance de cause;
- d) il dissuade son client, et évite lui-même de soulever des objections frivoles ou vexatoires, de chercher à profiter de simples distractions ou oublis sans incidence sur le fond de l'affaire ou de recourir à des tactiques purement dilatoires ou destinées simplement à harceler la partie adverse.

Rapports avec le processus des tribunaux

(5) Le parajuriste qui représente un client ne doit pas faire ce qui suit :

- a) recourir abusivement au tribunal en introduisant et en poursuivant des instances qui, bien qu'autorisées par la loi, ne sont manifestement motivées que par la malveillance de son client, dans l'unique dessein de nuire à l'autre partie;
- b) laisser délibérément son client agir de façon malhonnête ou déshonorante ou l'aider à le faire;

La représentation en justice

Règle 4 4.01 La représentation en justice

- c) chercher délibérément à tromper le tribunal ou à influencer le cours de la justice en présentant de faux témoignages, en déformant les faits ou le droit, en se servant d'affidavits faux ou trompeurs, en commettant des réticences ou, de façon générale, en prêtant son concours à une conduite frauduleuse, criminelle ou illégale;
- d) s'abstenir délibérément de signaler au tribunal l'existence d'une source pertinente dont la partie adverse n'aurait pas fait mention;
- e) comparaître devant des officiers de justice avec qui le parajuriste, un de ses associés, un parajuriste employé par le cabinet ou son client ont, sur le plan professionnel ou personnel, des liens de nature à donner lieu, même en apparence, à des pressions, des influences ou des tentations qui risqueraient de mettre en cause l'impartialité des officiers de justice, à moins que toutes les parties y consentent et que ce soit dans l'intérêt de la justice;
- f) faire délibérément une affirmation qui ne peut raisonnablement être établie par la preuve ou dont la recevabilité doit d'abord être établie;
- g) faire des suggestions à un témoin sans se soucier des conséquences ou en sachant qu'elles sont fausses;
- h) tenter ou laisser qui que ce soit tenter d'influencer, directement ou indirectement, l'attitude ou la décision du tribunal ou de l'un de ses officiers, autrement qu'en plaidant ouvertement la cause de son client;
- i) déformer délibérément le contenu d'un document, les déclarations des témoins, la teneur d'une plaidoirie ou les dispositions d'une loi ou d'une source juridique équivalente;
- j) laisser délibérément des témoins se présenter de manière fausse ou trompeuse ou sous l'identité d'une autre personne;
- k) sciemment déformer la position du client à l'égard du litige ou des questions à trancher dans le litige;
- l) malmener, intimider ou harceler des témoins sans nécessité;
- m) dissuader indûment des témoins importants de déposer ou leur conseiller de s'absenter;
- n) tenter, dans le cadre de la représentation d'une plaignante ou d'un plaignant réel ou éventuel, de tirer un avantage de ce dernier en menaçant de porter une accusation criminelle ou en offrant de chercher à faire retirer une telle accusation;
- o) incommoder des témoins sans nécessité;

- p) se présenter devant un tribunal judiciaire ou administratif sous l'effet de l'alcool ou de drogues.

[Modifié – octobre 2014]

Devoir du parajuriste de la poursuite

(5.1) Le parajuriste de la poursuite agit au nom du public et de l'administration de la justice avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur, tout en maintenant à l'égard du tribunal une attitude franche, droite, courtoise et respectueuse.

[Nouveau – mai 2010]

Divulgence de documents

(6) Lorsque les règles du tribunal exigent que les parties produisent des documents, le parajuriste qui représente un client fait ce qui suit :

- a) il lui explique la nécessité de faire une divulgation complète de tous les documents concernant le litige et son obligation de répondre, du mieux qu'il le peut en fonction de ses connaissances, des renseignements à sa disposition et de ce qu'il croit, à toute question convenable concernant toute question en litige;
- b) il l'aide à s'acquitter de ses obligations en matière de divulgation complète;
- c) il ne doit pas faire des demandes frivoles de documents, ni poser des questions frivoles.

Erreurs et omissions

(7) Le parajuriste qui a commis un acte ou une omission qui, eût-il agi en connaissance de cause, aurait constitué un manquement à la présente règle, est tenu, sous réserve de la règle 3.03 (Confidentialité), d'en avvertir le tribunal et de prendre toutes les mesures voulues, eu égard aux circonstances, pour rectifier l'erreur ou l'omission.

Entente sur un plaidoyer de culpabilité

(8) Avant ou après qu'une accusation soit portée, le parajuriste d'une accusée ou d'un accusé réel ou éventuel peut discuter d'un règlement possible avec la poursuite, sauf si le client lui donne des instructions contraires.

(9) Le parajuriste qui représente un accusé réel ou éventuel peut conclure avec la poursuite une entente sur un plaidoyer de culpabilité lorsque, après enquête :

- a) il a expliqué à son client les probabilités relatives d'un acquittement et d'une déclaration de culpabilité;

- b) il a averti son client de toutes les conséquences éventuelles d'un plaidoyer de culpabilité et, en particulier, du pouvoir en matière de sentence et du pouvoir discrétionnaire du tribunal, y compris le fait que l'entente ne le lie pas;
- c) le client est disposé à admettre les éléments matériels et psychologiques de l'infraction;
- d) le client lui demande volontairement de conclure une entente sur un plaidoyer de culpabilité.

4.02 LES ENTREVUES AVEC LES TÉMOINS**Entrevue avec les témoins**

4.02 (1) Sous réserve des règles sur les communications avec une partie représentée, telles qu'elles sont énoncées à la règle 7.02, le parajuriste peut se renseigner auprès des témoins éventuels, qu'ils aient été assignés ou non à comparaître, mais il doit leur révéler sa position et éviter avec soin de les suborner, de les empêcher de témoigner ou de les inciter à ne pas témoigner.

[Modifié – octobre 2014]

4.03 LES COMMUNICATIONS AVEC LES TÉMOINS

Communication avec les témoins

4.03 (1) Sous réserve des directives du tribunal, le parajuriste qui communique avec des témoins observe les lignes directrices suivantes :

a) Au cours de l'interrogatoire principal, le parajuriste qui mène l'interrogatoire peut discuter avec le témoin de toute question non encore traitée dans l'interrogatoire.

b) Au cours de l'interrogatoire principal mené par un autre titulaire de permis, le parajuriste qui ne procède pas à l'interrogatoire principal peut discuter de la preuve avec le témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause.

c) Entre l'achèvement de l'interrogatoire principal et le début du contre-interrogatoire du témoin qu'il assigne, le parajuriste ne doit pas discuter du témoignage principal ni des questions présentées ou mentionnées au cours de l'interrogatoire principal.

d) Au cours du contre-interrogatoire mené par le titulaire de permis qui représente la partie adverse, le parajuriste ne doit avoir aucune conversation avec le témoin qu'il assigne en ce qui concerne son témoignage ou une question relative à l'instance.

e) Entre l'achèvement du contre-interrogatoire et le début du réinterrogatoire, le parajuriste qui procède au réinterrogatoire du témoin ne doit pas discuter de la preuve qui sera examinée au cours du réinterrogatoire.

f) Au cours du contre-interrogatoire d'un témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause, le parajuriste qui mène le contre-interrogatoire peut discuter avec lui de son témoignage.

g) Au cours du contre-interrogatoire d'un témoin bien disposé à l'égard de sa cause, le parajuriste qui mène le contre-interrogatoire doit limiter toute conversation avec lui de la même façon que ses communications avec le témoin qu'il assigne au cours de son interrogatoire principal.

h) Au cours du réinterrogatoire d'un témoin assigné par le titulaire de permis qui représente la partie adverse, le parajuriste ne doit avoir avec lui aucune communication relative au témoignage qu'il doit rendre au cours du réinterrogatoire, si le témoin est bien disposé à l'égard de sa cause. Il peut toutefois discuter de la preuve avec un témoin qui a des intérêts opposés.

(2) Avec le consentement du titulaire de permis qui représente la partie adverse, le parajuriste ne peut avoir avec un témoin aucune communication susceptible par ailleurs d'être jugée irrégulière dans le cadre de la présente règle.

(3) La présente règle s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux interrogatoires hors de la présence du tribunal.

4.04 LE TÉMOIGNAGE DU PARAJURISTE**Témoignage du parajuriste**

4.04 (1) Un parajuriste qui représente une partie ne doit pas témoigner ou déposer sa propre preuve par affidavit devant le tribunal à moins :

- a) qu'il soit autorisé à le faire par la loi, le tribunal, les règlements du tribunal ou les règles de procédure,
- b) qu'il s'agisse d'une affaire purement formelle ou non controversée.

[Modifié – octobre 2014]

4.05 LES PERSONNES NON REPRÉSENTÉES

4.05 Le parajuriste qui traite avec une personne non représentée pour le compte de son client fait ce qui suit :

- a) il veille à ce qu'elle ne procède pas en s'imaginant qu'il protège ses intérêts;
- b) il lui explique clairement qu'il agit exclusivement dans l'intérêt de son client et que ses propos risquent donc de ne pas être impartiaux.

[Modifié – octobre 2014]

Règle 5 Les honoraires et les mandats

5.01 LES HONORAIRES ET LES MANDATS

Honoraires et débours raisonnables

5.01 (1) Le ou la parajuriste ne doit pas demander ni accepter des honoraires et des débours qui ne sont ni justes ni raisonnables et qui n'ont pas été divulgués en temps utile.

(2) Le caractère juste et raisonnable des honoraires dépend des facteurs suivants :

- a) le temps et les efforts consacrés à l'affaire;
- b) la difficulté de l'affaire et son importance pour le client;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence particulière;
- d) les montants en cause ou la valeur de l'objet du litige;
- e) les résultats obtenus;
- f) les honoraires prévus par la loi ou les règlements;
- g) les circonstances particulières, comme la perte d'autres mandats, les retards de règlement, l'incertitude de la rémunération et l'urgence;
- h) la probabilité, si divulguée au client, que le parajuriste ne puisse accepter d'autre travail s'il accepte ce mandat;
- i) toute entente pertinente entre le parajuriste et le client;
- j) l'expérience et l'aptitude du parajuriste;
- k) toute estimation ou échelle d'honoraires donnée par le parajuriste;
- l) le consentement préalable du client relativement aux honoraires.

(3) Le parajuriste ne peut, à l'insu de son client ou de sa cliente et sans son consentement, recevoir pour ses services une rétribution quelconque (honoraires, gratifications, frais, commissions, intérêts, escomptes, primes de représentation ou de promotion, etc.) des mains d'un tiers.

(4) Le parajuriste indique clairement et séparément, sur les états de compte remis à ses clients, les montants imputés aux honoraires et aux débours.

(5) Le parajuriste ne doit pas prélever ses honoraires sur les fonds de son client, à quelque titre qu'il les détienne, notamment en fiducie, sauf dans les cas prévus aux règlements administratifs pris en application de la *Loi sur le Barreau*.

(6) Si le montant des honoraires ou des débours demandés par un parajuriste est réduit à la suite d'une ordonnance du tribunal, le parajuriste doit rembourser le client dans les meilleurs délais.

Honoraires conditionnels

(7) Sauf dans des affaires criminelles ou quasi criminelles, le parajuriste peut conclure une entente écrite qui prévoit que tout ou partie de ses honoraires dépendra d'un règlement heureux ou de la conclusion de l'affaire pour laquelle ses services ont été retenus.

(8) Dans l'évaluation du pourcentage approprié ou de tout autre taux du calcul des honoraires conditionnels dans le cadre du paragraphe (7), le parajuriste informe le client des facteurs pris en compte à cette fin, y compris les chances de succès, la nature et la complexité de la réclamation, le coût et les risques reliés à celle-ci, le montant des dommages-intérêts prévus et la personne à qui seront adjugés les dépens.

(9) Le pourcentage ou le taux de calcul des honoraires conditionnels convenu en application du paragraphe (7) est juste et raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances et des facteurs énumérés au paragraphe (8).

Mandats communs

(10) Le parajuriste qui agit pour plusieurs parties dans la même affaire répartit équitablement les honoraires et débours entre elles, sauf convention contraire.

Partage des honoraires permis

(11) Avec le consentement du client, des parajuristes qui ne sont pas membres du même cabinet peuvent se partager les honoraires d'une affaire à la condition que ce partage se fasse proportionnellement au travail et aux responsabilités de chaque parajuriste.

[Modifié – octobre 2014]

Partage des honoraires interdit

(12) Le parajuriste ne doit :

- a) ni partager, directement ou indirectement, ses honoraires avec quiconque n'est pas titulaire d'un permis, y compris une entité affiliée;
- b) ni remettre, à quiconque n'est pas un titulaire d'un permis, y compris une entité affiliée, de récompense, notamment financière, pour lui avoir renvoyé des clients.

(13) Le paragraphe (11) ne s'applique pas si les cabinets multidisciplinaires regroupant des associés qui sont parajuristes et d'autres qui ne sont pas titulaires de permis si le contrat de société prévoit le partage des honoraires, des rentrées de fonds ou des bénéfices entre les membres du cabinet.

[Modifié – octobre 2014]

Honoraires de renvoi

(14) Le parajuriste qui renvoie une affaire à un autre titulaire de permis parce que ce dernier a l'expérience et les capacités nécessaires pour s'en occuper peut accepter des honoraires de renvoi, et l'autre titulaire de permis peut en verser, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le renvoi ne découle pas d'un conflit d'intérêts;
- b) les honoraires sont raisonnables et ne font pas augmenter les honoraires totaux demandés au client;
- c) le client est informé du renvoi et y consent.

[Modifié – octobre 2014]

Règle 6 Le parajuriste et l'administration de la justice

6.01 L'OBLIGATION D'INCITER AU RESPECT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Obligation générale

6.01 (1) Le ou la parajuriste s'efforce d'améliorer l'administration de la justice et encourage le public à la respecter.

(2) Le parajuriste veille à ne pas affaiblir ni détruire la confiance du public envers les institutions ou autorités juridiques en tenant des propos irresponsables, particulièrement dans ses commentaires sur des juges ou des membres d'un tribunal.

Sécurité des palais de justice

(3) Sous réserve de la règle 3.03 (Confidentialité), le parajuriste qui a des motifs raisonnables de croire qu'une situation dangereuse est susceptible de survenir à un palais de justice en informe les personnes responsables de la sécurité de l'endroit et lui fournit des renseignements détaillés.

Apparitions et déclarations publiques

(4) À la condition de ne pas enfreindre ses obligations envers son client ou sa cliente, la profession, les tribunaux ou l'administration de la justice, le parajuriste peut communiquer des renseignements aux médias et faire des apparitions et des déclarations publiques.

(4.1) Le parajuriste ne doit pas communiquer des renseignements aux médias ni faire de déclarations publiques à propos d'une affaire en instance s'il sait ou devrait savoir que les renseignements ou la déclaration auront très vraisemblablement l'effet de nuire de façon importante au droit d'une partie à un procès ou à une audition équitable.

[Modifié – octobre 2014]

Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher

(5) Le parajuriste aide à prévenir l'exercice illégal du droit et la prestation illégale de services juridiques.

(6) Sauf sur approbation expresse d'un comité du Conseil nommé à cette fin, le parajuriste ne doit pas retenir les services d'une personne, l'embaucher ni partager avec elle des locaux ou des tâches relevant de l'exercice du droit ou de la fourniture de services juridiques, si cette personne, en Ontario ou ailleurs :

- a) a été radiée du barreau et rayée du tableau de l'Ordre,
- b) s'est fait retirer son permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques,

Règle 6

6.01 L'obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice

- c) a fait l'objet d'une mesure disciplinaire dans le cadre de laquelle elle a obtenu la permission de démissionner ou de remettre son permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques, et que le Barreau n'ait pas restauré son permis,
- d) est suspendue,
- e) est une personne dont le permis d'exercer le droit ou de fournir des services juridiques a été suspendu,
- f) s'est engagée à ne pas exercer le droit ni à fournir des services juridiques.

[Modifié – janvier 2008]

Interdiction aux parajuristes suspendus d'exercer le droit

(7) Un parajuriste dont le permis de fournir des services juridiques est suspendu se conforme aux exigences des règlements administratifs et

- a) ne fournit pas de services juridiques,
- b) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à fournir des services juridiques.

[Nouveau – janvier 2008]

Engagements à ne pas fournir de services juridiques

(8) Un parajuriste qui s'engage envers le Barreau à ne pas fournir de services juridiques,

- a) ne fournit pas de services juridiques,
- b) ne se présente pas comme et ne se prétend pas une personne autorisée à fournir des services juridiques.

[Nouveau – janvier 2008]

Engagements à fournir des services juridiques sous réserve de certaines restrictions

(9) Un parajuriste qui s'engage envers le Barreau à restreindre sa prestation de services juridiques se conforme à cet engagement.

[Nouveau – janvier 2008]

Règle 7 Les obligations envers les titulaires de permis et le public

7.01 LA COURTOISIE ET LA BONNE FOI

- (1) Le ou la parajuriste évite les pratiques retorses et ne doit pas tirer parti, sans avertissement raisonnable, des étourderies, irrégularités ou erreurs commises par d'autres titulaires de permis, si elles sont sans rapport avec le fond du litige et ne portent pas atteinte aux droits de son client ou de sa cliente.
- (2) Le parajuriste accède aux demandes raisonnables qui lui sont faites en ce qui concerne la date du procès, les ajournements, la renonciation à certaines formalités et d'autres questions analogues qui ne portent pas préjudice aux droits de son client.
- (3) Le parajuriste ne doit pas, au cours de la prestation de services juridiques, communiquer, notamment par lettre, avec des clients, d'autres titulaires de permis ni qui que ce soit d'une manière offensante, injurieuse ou qui s'écarte de quelque façon que ce soit de la politesse dont doivent toujours être empreintes ses communications professionnelles.
- (4) Le parajuriste évite de critiquer à la légère la compétence, le comportement, les conseils ou les honoraires d'autres titulaires de permis. En revanche, il lui faut être prêt à conseiller et à représenter le client qui le lui demande relativement à une plainte touchant un autre titulaire de permis.
- (5) Le parajuriste répond dans les meilleurs délais à toutes les lettres et communications qui lui sont adressées par d'autres titulaires de permis et qui exigent une réponse. Il remplit tous ses engagements avec ponctualité.
- (6) Le parajuriste ne doit pas utiliser de magnétophone ni d'appareils analogues pour enregistrer une conversation avec des clients ou d'autres titulaires de permis sans en avoir d'abord prévenu les personnes intéressées, lors même que l'enregistrement serait en soi légal.
- (7) Le parajuriste qui reçoit un document concernant la représentation du client d'un autre parajuriste et sait ou devrait savoir que le document a été envoyé par inadvertance doit aviser l'expéditeur dans les plus brefs délais.

[Modifié – octobre 2014]

7.02 Communication avec une personne, une société ou une organisation représentée

- (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), si une personne est représentée par un praticien juridique dans une affaire, le parajuriste ne doit pas, sauf par l'entremise du praticien juridique ou avec son consentement,
 - a) aborder la personne ou communiquer ou traiter avec elle au sujet de l'affaire,
 - b) tenter de négocier ou traiter l'affaire directement avec la personne.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), si une personne reçoit des services juridiques d'un praticien juridique en vertu d'un mandat à portée limitée sur une affaire particulière, le parajuriste peut, sans le consentement du praticien juridique, aborder directement la personne, ou communiquer ou traiter directement avec elle au sujet de l'affaire, à moins que le parajuriste reçoive un avis écrit l'informant de la nature limitée des services juridiques qui sont fournis par le praticien juridique et que le sujet pour lequel il désire aborder la personne, ou communiquer ou traiter avec elle relève du mandat à portée limitée.
- (3) Un parajuriste qui n'a aucun intérêt dans une affaire peut donner une seconde opinion sur cette affaire à une personne qui est représentée par un praticien juridique.
- (4) Le parajuriste dont les services sont retenus pour une affaire mettant en cause une société ou une organisation qui est représentée par un praticien juridique dans cette affaire ne doit pas communiquer, faciliter la communication ou traiter avec les personnes suivantes à moins que le praticien juridique y consente ou à moins que la loi l'y autorise ou l'y oblige :
 - a) les administrateurs, dirigeants ou personnes qui sont autorisées à agir au nom de la société ou de l'organisation,
 - b) les personnes qui font vraisemblablement partie du processus de prise de décision pour la société ou l'organisation ou qui donnent des conseils sur l'affaire en question,
 - c) les personnes dont les agissements ou les omissions peuvent lier la société ou l'organisation, ou être attribués à ces dernières, à l'égard de leur responsabilité,
 - d) les personnes qui surveillent, dirigent ou consultent régulièrement le praticien juridique et qui prennent des décisions en suivant l'avis du praticien juridique.
- (5) Si une personne décrite aux paragraphes (4) a), b), c) ou d) est représentée dans l'affaire par un praticien juridique, il suffira que ce dernier consente pour permettre au parajuriste de communiquer, de faciliter la communication ou de traiter avec la personne.
- (6) Au paragraphe (4), « organisation » comprend les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite, les associations, les syndicats, les fonds, les fiducies, les coopératives, les

Les obligations envers les titulaires de permis et le public

Règle 7 7.02 Communication avec une personne, une société ou une organisation représentée

associations non constituées, les propriétaires uniques, les ministères et les organismes du gouvernement ou les organes de réglementation.

- (7) Cette règle s'applique aux communications avec toute personne, qu'elle soit ou non une partie à une instance d'arbitrage formelle, à un contrat ou à une négociation, qui est représentée par un praticien juridique dans une affaire sur laquelle portent les communications.
- (8) L'interdiction des communications avec une personne représentée ne s'applique que si le parajuriste sait, sans intermédiaire, que la personne est représentée ou s'il peut déduire selon les circonstances si la personne est représentée.

[Nouveau – octobre 2012]

Règle 8 La gestion du cabinet

8.01 LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Responsabilité professionnelle

8.01 (1) Le ou la parajuriste assume intégralement la responsabilité professionnelle des travaux qui lui sont confiés, conformément aux règlements administratifs.

[Modifié – octobre 2008]

Responsabilité financière

(2) Le parajuriste honore les engagements financiers contractés dans l'exercice de sa profession au nom de ses clients sauf si, avant de s'engager, il indique clairement par écrit à la personne à qui des sommes sont dues, qu'il ne le fait pas à titre personnel.

[Modifié – janvier 2009]

Responsabilité en matière de surveillance

(3) Le parajuriste surveille directement le personnel et les adjoints auxquels il délègue des tâches et des fonctions particulières, conformément aux règlements administratifs.

[Modifié – octobre 2008]

Délégation

(4) Le parajuriste ne doit pas autoriser des personnes qui ne sont pas titulaires de permis à faire ce qui suit :

- a) fournir des services juridiques;
- b) se faire passer pour un titulaire de permis;
- c) exercer les fonctions réservées exclusivement aux parajuristes ou accomplir des actes que les parajuristes ne peuvent accomplir.

(5) Le parajuriste qui exerce dans un cabinet multidisciplinaire fait en sorte que ses associés et les professionnels salariés non juristes se conforment au présent code et à tous les principes de déontologie qu'il doit respecter dans l'exercice de ses obligations professionnelles

[Nouveau – octobre 2008]

8.02 L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES JURIDIQUES

8.02 (1) Les parajuristes veillent à ce que les services juridiques soient accessibles au public, d'une manière convenable et efficace.

Restrictions

(2) Lorsqu'il offre ses services juridiques, le parajuriste évite tout moyen qui entre dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :

- a) ils sont faux ou trompeurs;
- b) ils reviennent à de la coercition, de la contrainte ou du harcèlement;
- c) ils exploitent une personne qui est vulnérable ou qui n'a pas encore eu le temps de se remettre d'une expérience traumatisante;
- d) ils visent à convaincre une personne qui a retenu les services d'un autre parajuriste ou avocat ou avocate dans une affaire donnée de changer de représentation pour cette affaire, sauf si le changement est amorcé par la personne ou l'autre représentation;
- e) ils jettent par ailleurs le discrédit sur la profession parajuridique ou sur l'administration de la justice.

(3) Le parajuriste ne doit pas annoncer des services qui sortent du champ permis de l'exercice de la profession de parajuriste.

[Modifié – novembre 2008]

8.03 MARKETING DES SERVICES JURIDIQUES

- (1) Dans la présente règle, « marketing » comprend la publicité et d'autres communications de même type sous diverses formes ainsi que le nom des cabinets (y compris la raison sociale commerciale), l'en-tête, les cartes professionnelles et les logos.
- (2) Un avocat peut faire le marketing de ses services juridiques si la publicité
 - a) est manifestement vraie, précise et vérifiable,
 - b) n'est ni trompeuse ni déroutante, et qu'elle ne risque pas de tromper ou de dérouter
 - c) est conforme à l'intérêt public et à une norme élevée de professionnalisme.

Publicité des honoraires

- (3) Le parajuriste peut annoncer ses honoraires pour des services juridiques aux conditions suivantes
 - a) l'annonce des honoraires indique exactement les services compris pour chaque prix indiqué,
 - b) l'annonce des honoraires indique si d'autres montants, tels que les débours et les taxes, sont facturés en sus,
 - c) Le parajuriste s'en tient aux frais annoncés dans tous les cas applicables.

[Modifié – novembre 2008]

8.04 L'ASSURANCE ERREURS ET OMISSIONS

Obligation de souscrire une assurance

- 8.04 (1) Tous les parajuristes qui exercent en Ontario souscrivent une assurance erreurs et omissions suffisante, selon ce qu'exige le Barreau.
- (2) Le parajuriste prévient sans tarder son assureur ou tout autre organisme de garantie de l'éventualité d'une réclamation pour sauvegarder au mieux les droits du client.
- (3) Le parajuriste contre lequel est faite une réclamation pour négligence professionnelle collabore avec l'assureur ou l'organisme de garantie pour que la réclamation soit examinée dans les meilleurs délais.
- (4) Dans tous les cas où la responsabilité ne fait pas de doute et où l'assureur ou l'organisme de garantie est prêt à indemniser partiellement le client, le parajuriste a l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour acquitter le solde de la réclamation.

[Modifié le 28 janvier 2010]

Règle 9 Les obligations envers le Barreau

9.01 LES OBLIGATIONS ENVERS LE BARREAU

Communications du Barreau

9.01 (1) Le ou la parajuriste répond sans délai et de manière complète aux communications du Barreau et donne tous les renseignements qu'il demande.

Devoir de signaler les manquements

(2) Sauf si cela est illégal ou constitue une atteinte à la confidentialité qui existe entre lui et le client ou la cliente, le parajuriste signale au Barreau ce qui suit :

- a) l'affectation irrégulière ou le détournement de fonds confiés en fiducie à un titulaire de permis;
- b) le délaissement d'un cabinet d'avocats par un avocat ou une avocate ou celui d'un cabinet de services juridiques par un parajuriste;
- c) la participation à une activité criminelle grave liée aux activités professionnelles d'un titulaire de permis;
- d) l'instabilité mentale d'un titulaire de permis telle qu'elle risque de causer un préjudice grave à ses clients;
- e) toute autre situation qui risque de nuire gravement aux clients d'un titulaire de permis.

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de faire obstacle aux obligations que le parajuriste a envers son client.

(4) Le manquement visé au paragraphe (2) est signalé de bonne foi, sans intention de nuire ni autres motifs inavouables.

(5) Le parajuriste encourage le client qui dépose une réclamation ou porte plainte contre un titulaire de permis apparemment malhonnête à signaler les faits au Barreau dans les meilleurs délais.

(6) Si le client refuse de signaler au Barreau sa réclamation contre un titulaire de permis apparemment malhonnête, le parajuriste obtient des instructions écrites afin de donner suite à la réclamation sans aviser le Barreau.

(7) Le parajuriste renseigne le client sur les dispositions du *Code criminel* du Canada traitant de la dissimulation d'un acte criminel aux termes d'une entente en vue d'obtenir une contrepartie valable (article 141).

Les obligations envers le Barreau

Règle 9 9.01 Les obligations envers le Barreau

(8) Le parajuriste cesse d'agir si le client désire conclure, avec le titulaire de permis apparemment malhonnête, une entente de gré à gré qui contrevient à l'article 141 du *Code criminel* du Canada.

Obligation de divulguer certaines infractions

(9) Le parajuriste qui est accusé d'une infraction visée au Règlement administratif n° 8 du Barreau informe celui-ci de l'accusation et de sa disposition conformément au règlement administratif.

Pouvoir disciplinaire

(10) Le parajuriste est assujetti au pouvoir disciplinaire du Barreau quel que soit l'endroit où survienne la conduite en cause.

Manquement professionnel

(11) Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires au parajuriste pour manquement professionnel.

Conduite indigne d'un parajuriste

(12) Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires au parajuriste pour conduite indigne d'un parajuriste.

Définitions

(13) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (11) et (12).

« conduite indigne d'un parajuriste » Conduite personnelle ou privée d'un parajuriste qui tend à jeter le discrédit sur la profession de parajuriste. S'entend en outre, selon le cas, de ce qui suit :

- a) commettre un acte criminel qui donne une mauvaise impression de l'honnêteté du parajuriste, de sa fiabilité ou de son habilité à exercer sa profession,
- b) abuser de la jeunesse, de l'inexpérience, du manque d'éducation, de manque de raffinement, de la mauvaise santé, de la vulnérabilité ou du comportement contraire aux pratiques commerciales d'un tiers,
- c) avoir une conduite entachée de malhonnêteté.

« manquement professionnel » Conduite d'un parajuriste, en sa capacité professionnelle, qui tend à discréditer la profession de parajuriste. S'entend notamment de ce qui suit :

- a) enfreindre ou tenter d'enfreindre une règle du présent *Code de déontologie*, une des exigences de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements ou ses règlements administratifs,

- b) aider ou pousser sciemment un autre titulaire de permis à enfreindre ou à tenter d'enfreindre une règle du présent *Code de déontologie*, une des exigences de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements ou ses règlements administratifs,
- c) aider ou pousser sciemment un associé ou un professionnel salarié non titulaire de permis d'un cabinet multidisciplinaire à enfreindre ou à tenter d'enfreindre le *Code de déontologie des parajuristes* ou une exigence de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements d'application ou ses règlements administratifs,
[Modifié– octobre 2014]
- d) traiter malhonnêtement, notamment en les détournant, l'argent ou les biens d'un client ou d'un tiers,
- e) avoir une conduite qui mine l'administration de la justice,
- f) se targuer, même implicitement, de pouvoir influencer indûment sur un organisme ou un ou une fonctionnaire de l'État,
- g) aider sciemment un juge ou un officier de justice à enfreindre un code de déontologie judiciaire applicable ou toute autre règle de droit.

Index

	Règle
Administration de la justice	
Inciter au respect de l'administration de la justice, obligation d'	6.01
Sécurité des palais de justice	3.03, 6.01 (3)
Situations dangereuses	6.01 (3)
Affiliations	
Définition	1.02
Conflits d'intérêts	3.04 (15)
Aide juridique Ontario	3.02 (17)
Apparitions et déclarations publiques	6.01 (4)–(4.1)
Barreau	
Définition	1.02
Obligations envers le Barreau	9.01
Biens des clients	
Accusé de réception de biens	3.07 (2)
Conservation des biens des clients	3.07 (1)
Identification des biens des clients	3.07 (3)–(4)
Reddition des comptes et restitution	3.07 (5)–(6)
Cabinet, définition	1.02
Capacité amoindrie	
Client ayant une capacité amoindrie	3.02 (13)–(14)
Mandat à portée limitée	3.02 (15)–(17)
Quand nommer un représentant légitimement autorisé	3.02 (14)
Client, définition	1.02
Code, définition	1.02
<i>Code criminel</i> du Canada, les actes contrevenant à l'article 141	9.01 (7)–(8)
<i>Code des droits de la personne</i>	2.03 (1)–(2)
Conduite indigne d'un parajuriste, définition	9.01 (13)
Confidentialité	
Divulgaration dans un risque imminent	3.03 (5)
Divulgaration lorsque l'exige la loi	3.03 (4)
Divulgaration lorsque l'exige une infraction criminelle par le client	3.03 (6)
Divulgaration pour établir ou recouvrer ses honoraires	3.03 (7)
Renseignements confidentiels, généralités	3.03 (1)–(3)
Conflits d'intérêts	3.04 (16)–(17), 3.05
Conseils dispensés aux clients	3.02
Conseils sommaires fournis par l'entremise d'un service téléphonique	3.02 (17)
Consentement, définition	1.02
Courtoisie et la bonne foi (les pratiques retorses, communiquer d'une manière offensante, reçoit des services juridiques en vertu d'un mandat à portée limitée)	7.01
Délégation par le parajuriste	8.01 (4)–(5)
Devoirs envers les clients	
Compétence, norme obligatoire	3.01
Discrimination, voir également « Harcèlement »	
Race, ascendance, lieu d'origine, couleur, origine ethnique, citoyenneté, croyance,	

sexe, orientation sexuelle, identité sexuelle, expression de l'identité sexuelle, âge, existence d'un casier judiciaire, état matrimonial, état familial ou handicap	2.03 (4)–(5)
Divulgarion de documents	
Devoir du parajuriste de la poursuite	4.01 (5.1)–(6)
Double mandat, <i>voir</i> « Mandats communs »	
Engagements pris par le parajuriste	2.02
Entité affiliée, définition	1.02
Entrevue avec les témoins	4.02(1)
Erreurs et omissions	
Devoir du parajuriste de la poursuite	4.01 (7)
Devoirs envers les clients	3.02 (21)
Obligation de souscrire une assurance	8.04
Exercice illégal du droit	
Travailler avec des personnes non autorisées ou les embaucher	6.01 (5)–(6)
Fonds en fiducie	
Malhonnêteté ou fraude du client	3.02 (4)–(7)
Prélever ses honoraires sur les fonds de son client	5.01 (5)–(6)
Français, les droits linguistiques	
Client qui parle français	3.02 (22)
Handicap, <i>voir</i> « Clients ayant une capacité amoindrie »	
Harcèlement, <i>voir également</i> « Discrimination »	
Sexuel, race, ascendance, lieu d'origine, couleur, origine ethnique, citoyenneté, croyance, sexe, orientation sexuelle, identité sexuelle, expression de l'identité sexuelle, âge, existence d'un casier judiciaire, état matrimonial, état familial ou handicap	2.03 (3)
Honoraires	
Cabinets multidisciplinaires	5.01 (13)
Fonds en fiducie	5.01 (5)–(6)
Honoraires conditionnels	5.01 (7)–(9)
Honoraires de renvoi	5.01 (14)
Honoraires et débours raisonnables	5.01 (1)–(6)
Mandats communs	5.01 (10)
Partage des honoraires interdit	5.01(12)–(13)
Rembourser le client	5.01 (6)
Inhabilité du cabinet	3.05 (2)–(4)
Inhabilité du parajuriste qui change du cabinet	3.05 (5)–(7)
Intégrité et la civilité	2.01
<i>Loi de 1998 sur les Services d'aide juridique</i>	3.02 (17)
Malhonnêteté ou fraude du client	3.02 (4)–(7)
Mandat, <i>voir</i> « Honoraires »	
Mandat à portée limitée	
Communication avec une personne, une société ou une organisation représentée	7.02
Définition	1.02
Devoirs envers les clients	3.02 (22)
Mandats communs	3.04 (8)–(13)
Manquement professionnel, définition	9.01 (13)

Marketing des services juridiques	
Annoncer ses honoraires	8.03 (3)
Définition	8.03 (1)
Faire la publicité des services juridiques	8.03 (2)
Médiateur, rôle du parajuriste	2.01 (6)
Non-paiement d'honoraires	
Retrait du parajuriste	3.08 (6)
Obligation d'éviter les conflits d'intérêts	
Agir contre d'anciens clients	3.04 (5)
Conseiller ou représenter deux parties opposées	3.04 (2)–(3)
Définition	1.02
Renseignements confidentiels d'un ancien client	3.04 (5)–(7)
Obligations envers le Barreau	
Devoir de signaler les manquements	9.01 (2)–(8)
Parajuriste accusé d'une infraction	9.01 (9)
Pouvoir disciplinaire du Barreau	9.01 (10)–(12)
Organisation, définition	7.02 (6)
Parajuriste	
Activité étrangère et charge publique	2.01 (4)–(5)
Définition	1.02
Normes de la profession	2.01 (1)
Rôle du médiateur	2.01 (6)
Témoignage du parajuriste	4.04
Personnes non représentées	4.05
Personnes représentées, communication avec	7.02
Plaidoyer de culpabilité	4.01 (8)–(9)
Praticien juridique, définition	1.02
Pratiques multidisciplinaires	3.04 (14)
<i>Pro bono</i> , fournir des services juridiques	3.02 (17)
Professionnalisme	2.01
Professionnel salarié, définition	1.02
Rapports commerciaux avec les clients	
Cautionnement	3.06 (7)–(8)
Emprunts aux clients	3.06 (6)
Mise en liberté provisoire par voie judiciaire	3.06 (9)–(10)
Rapports médico-légaux	3.02 (18)–(20)
Recevoir un document concernant le client d'un autre parajuriste	7.01 (7)
Règlement à l'amiable	3.02 (11)–(12)
Représentation en justice, <i>voir également</i> « Administration de la justice »	
Devoir de l'avocat de la poursuite	4.01 (5.1)
Devoir de l'avocat qui représente un client	4.01 (5)
Devoirs envers les clients et les tribunaux	4.01 (1)–(4)
Divulgence de documents	4.01 (6)
Entente sur un plaidoyer de culpabilité	4.01 (8)–(9)
Erreurs et omissions	4.01 (7)
Responsabilité financière du parajuriste	8.01 (2)
Retrait du parajuriste	

Devoirs liés au retrait	3.08 (10)–(11)
Motifs valables	3.08 (1)
Non-paiement d'honoraires	3.08 (6)
Retrait d'instances criminelles ou quasi criminelles	3.08 (7)–(9)
Retrait facultatif	3.08 (2)–(4)
Retrait obligatoire	3.08 (5)
Succession de l'affaire	3.08 (14)
Surveillance, responsabilité en matière de	8.01 (3)
Suspension du parajuriste	6.01 (6)–(9)
Témoins	
Communication avec les témoins	4.03 (1)–(3)
Entrevue avec les témoins	4.02 (1)
Témoignage du parajuriste	4.04
Titulaire de permis, définition	1.02
Tribunal, définition	1.02

Modifié le 24 mai 2014